

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

REGLEMENT PARTICULIER DE CONSULTATION (RPC)

N° DIRGN/DI_ACCESSIBILITE TRAVAUX DIVERS_PJ_SENLIS_MOE

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Justice / Secrétariat Général
Délégation Grand Nord / Département immobilier de Lille

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

DIRSG Grand Nord – Mme la Déléguée Interrégionale

Objet du marché

**Mission de Maîtrise d'œuvre relative à
la mise en conformité accessibilité handicapés des salles d'audience et
sécurité incendie, réfection de la couverture ardoisée et de menuiseries
au Palais de Justice de Senlis (60)**

Remise des offres

Date et heure limites de réception **des candidatures** : 03/07/2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du RPA)
Date et heure limites de réception **des offres** : 26/09/2025 à 12H00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent RC comporte **16** pages et **1** annexe.

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES...	4
1.1. - Objet de la consultation.....	4
1.2. - Caractéristiques principales.....	4
1.3. - Lots et tranches.....	4
1.4. - Variantes.....	5
1.5. - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
1.6. - Délais.....	5
1.7. - Enveloppe du projet.....	5
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
2.1. - Procédure.....	6
2.2. - Visites.....	6
2.3. - Nature de l'attributaire.....	6
2.4. - Compétences.....	6
2.5. - Prix des marchés.....	7
2.6. - Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs.....	7
2.7. - Délai de validité des offres.....	7
2.8. - Stipulations en matière de groupement de candidature.....	7
2.9. - Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	7
2.10. - Clauses sociales et environnementales.....	7
2.11. - Exigences minimales de la négociation.....	8
ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	8
3.1. - Documents fournis aux candidats.....	8
3.2. - PHASE 1 - Sélection des candidatures : Composition de la candidature à remettre par les candidats.	9
3.3. - PHASE 2 - Composition de l'offre à remettre par les candidats retenus en phase.....	11
ARTICLE 4 - DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT SUSCEPTIBLE D'ÊTRE RETENU.....	11
ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	12
5.1. - Sélection des candidatures.....	12
5.2. - Jugement et classement des offres.....	12
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	13
6.1. - Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14
6.2. - Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	14
6.2.1. Remise de la copie de sauvegarde.....	14
6.2.2. Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde.....	15
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	15
7.1. - 5.2 – Critères de jugement des offres.....	17

ARTICLE 8 - ARTICLE 6 – NÉGOCIATION.....	18
ARTICLE 9 - ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	18

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Le pouvoir adjudicateur est l'Etat.

Le représentant du pouvoir adjudicateur : **Mme la Déléguée Interrégionale – DIRSG Grand Nord**

Le suivi technique et administratif de l'opération est assuré par le Département Immobilier – DIRSG Grand Nord du Ministère de la Justice.

1.1. - Objet de la consultation

La présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre en vue de :
la mise en conformité accessibilité handicapés des salles d'audience et sécurité incendie, réfection de la couverture ardoisée et de menuiseries au Palais de Justice de Senlis (60)

L'adresse du site concerné est :

Palais de Justice de Senlis
26 allée des Soupirs
60300 SENLIS.

Les prestations sont exécutées en site occupé.

1.2. - Caractéristiques principales

Dans le cadre de la réorganisation et de la mise en sécurité du circuit d'arrivée des détenus sous escorte au sein du Palais de Justice d'Amiens, l'opération porte sur :

Dans le cadre de la mise aux normes d'accessibilités des établissements recevant du public (ERP) intégrant tout type de handicap, l'opération porte sur :

- la réhabilitation et la création des salles d'audience et de bureaux,
- la création d'un ascenseur,
- la sécurisation de l'accueil,
- le remplacement de menuiseries,
- la réfection de la couverture en ardoise du bâtiment E,
- la mise en place d'une clôture en limite de propriété.

La cité judiciaire de Senlis a été labellisée « Architecture contemporaine remarquable » (ACR) par décision du 12 décembre 2023. Les aménagements et équipements projetés, malgré les objectifs d'accessibilités, sécuritaires et fonctionnels attendus, devront être d'une extrême sensibilité architecturale, recevoir l'aval des ABF,

La présente consultation comprend une **mission de base** au sens de l'article R.2431-4 du code de la commande publique.

1.3. - Lots et tranches

a) Lots

Les prestations issues de la consultation :

N° DIRGN/DI_ACCESSIBILITE TRAVAUX DIVERS_PJ_SENLIS_MOE seront exécutées en un lot unique.

b) Tranches

Le lot unique sera composé de **deux tranches** (ferme et optionnelle) telles que définies ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Phases Études, de l'APS au DCE/ACT
Tranche optionnelle	Phases Travaux, des Visas à la réception des travaux et GPA

1.4. - Variantes

Les variantes, au sens des articles R.2151-08 à R.2151-11 du code de la commande publique, qu'elles soient à l'initiative du soumissionnaire ou de l'acheteur, ne sont pas autorisées.

1.5. - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet sur cette opération.

1.6. - Délais

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

1.7. - Enveloppe du projet

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est de 2 900 000 € valeur juillet 2025.

A titre indicatif, le début des prestations est envisagé en novembre 2025 et la réalisation des travaux sur 2026, 2027 et 2028.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. - Procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **avec négociation** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-3 et R.2124-1, R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du CCP.

La procédure comporte une phase de sélection de 3 candidatures minimum et 5 maximums sur la base des critères définis dans le présent règlement. Les offres seront remises par les candidats retenus.

2.2. - Visites

L'adresse exacte du site concerné est :

Palais de Justice de Senlis
26 allée des Soupirs
60300 SENLIS.

La visite du site n'est pas obligatoire avant la date limite de réception des offres, elle est toutefois fortement recommandée.

Pour effectuer la visite, les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous avec la personne citée ci-après :

Monsieur Vincent BODIN

Tel : 06 11 61 65 73
vincent.bodin@justice.gouv.fr

Afin de ne pas interférer sur l'activité du tribunal, seules **deux cessions de visite** seront organisées. Les dates seront définies ultérieurement.

2.3. - Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires, dont le mandataire sera l'architecte.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.4. - Compétences

Pour réaliser les prestations telles que définies dans les documents de cette consultation, les opérateurs économiques devront réunir les compétences nécessaires dans les domaines suivants :

- × Architectes ;
 - architecte DPLG,
 - architecte d'intérieur
- × Bureau d'Etudes Techniques ayant les qualifications suivantes :

- *études de structures ;*
- *études des installations de ventilation, de désenfumage et de traitement d'airs ;*

Hormis pour la compétence architecte, les opérateurs économiques pourront fournir, en remplacement, une liste de références significatives et pertinentes, datées de moins de trois ans, attestant de leurs capacités à réaliser les prestations faisant l'objet de la présente consultation.

2.5. - Prix des marchés

Les prix des marchés issus de la présente consultation, sont provisoires et révisables. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet **2025**. Ce mois est appelé

« mois zéro » (M0).

2.6. - Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 (six) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier de consultation par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de la nouvelle date.

2.7. - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres initiales.

En cas de négociation, ce même délai est appliqué à compter de la réception des offres négociées.

La nouvelle date limite de réception des offres négociées annule et remplace la date limite de réception des offres initiales.

2.8. - Stipulations en matière de groupement de candidature

Dans le cas d'une présentation de candidature de type groupement (co-traitance), après notification, il sera demandé au groupement de prendre la forme conjointe avec mandataire solidaire.

Il est interdit de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de :

- opérateurs économiques individuels et membres d'un ou plusieurs groupements
- membres de plusieurs groupements.

2.9. - Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2.10. - Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

le titulaire devra intégrer dans les dossiers de consultations des entreprises des clauses sociales favorisant l'emploi par l'activité économique. Il devra veiller au strict respect des engagements des entreprises.

S'agissant de la clause environnementale

le titulaire devra intégrer dans les dossiers de consultations des entreprises des clauses environnementales.

2.11. - Exigences minimales de la négociation

Les exigences minimales imposées par le maître d'ouvrage qui ne feront pas l'objet des négociations sont les attendus des différents éléments de mission.

ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1. - Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation des concepteurs est constitué par :

Remis en phase 1 « Candidatures »

- L'avis de marché envoyé à la publication *;
- Le présent règlement *;

Remis en phase 2 Offres

- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-2 ci-après, à compléter **;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son/ses annexe(s) **;
- convention EDIFLEX pour le règlement des prestations ** ;
- le cadre de décomposition du prix forfaitaire à renseigner ** ;
- le programme ** ;
- l'APS réalisé réalisés par le bureau d'étude SCME et LD Architecture le 24/09/2024, le diagnostic amiante.

* remis en phase 1 Candidatures

** remis en phase 2 Offres

3.2. - PHASE 1 - Sélection des candidatures : Composition de la candidature à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaire - Marchés publics) ;
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- l'inscription sur le registre professionnel.
- Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité)
 - une liste des projets exécutés sur les 5 dernières années comportant des références sur des opérations équivalentes au programme de cette opération

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des projets en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières

années comportant des références sur des opérations équivalentes au programme de cette opération : appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Les certificats de qualifications professionnelles souhaitées selon la nomenclature OPQIBI :
 - **1220 Étude de structures béton courantes**
 - **1311 Étude désenfumage mécanique**
 - **1313 Étude d'installations complexes de chauffage et de ventilation**
 - **2204 Evaluation coût global**

La preuve des capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de projets attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années et la description de la structure de l'entreprise ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

D – Equipe dédiée à l'opération

Définition de l'équipe dédiée au projet par domaine de compétence :

- CV : Formations, spécialisation,
- Références de moins de 5 ans pour des opérations similaires avec fonction tenue pour ces opérations

3.3. - PHASE 2 - Composition de l'offre à remettre par les candidats retenus en phase

→ L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Le candidat devra y désigner la/les personne(s) physique(s) chargée(s) de la bonne exécution des prestations.

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

→ Le cadre de décomposition du prix forfaitaire

→ Le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

× Une note sur la compréhension de l'opération, mise en évidence des enjeux principaux, propositions éventuelles d'adaptation du programme, **5 pages maximum**

× Une note relative aux méthodes, à l'organisation, à la démarche qualité et aux moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission, **5 pages maximum**

ARTICLE 4 - DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT SUSCEPTIBLE D'ÊTRE RETENU

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- × Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- × Les certificats fiscaux et sociaux
- × Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 6.1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 9.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

5.1. - Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des candidatures.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Nombre de candidats

Le nombre minimal de candidats admis à présenter une offre est fixé à 3.

Le nombre maximal de candidats admis à remettre une offre est fixé à 5.

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

Les candidatures seront sélectionnées en application des dispositions des articles R.2142-15 à R.2142-18 du CCP et au vu des critères suivants :

- La qualité des références présentées en rapport avec le projet, leur complexité, leur importance,
- Les compétences du candidat au regard des qualifications et/ou des références réalisées,
- Les moyens du candidat en matériels, en logiciels.

5.2. - Jugement et classement des offres

Les candidats retenus seront invités à remettre une offre dans un délai de 25 jours suivant la réception du courrier d'invitation.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après classement final des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est retenue par le RPA.

Les offres seront appréciées au regard des critères suivants, selon la grille de cotation précisée ci-après :

Critère d'attribution	Notation
<ul style="list-style-type: none"> Valeur financière et cohérence des montants proposés <ul style="list-style-type: none"> x valeur financière x cohérence des montants proposés par rapport au volume horaire. x respect des cadres de décompositions et des éléments demandés. 	60 pts 45 12 3
<ul style="list-style-type: none"> Valeur technique au vu du mémoire technique et des sous-critères suivants <ul style="list-style-type: none"> x Organisation de travail, méthode, démarche qualité (5 page A4 max.) x Note d'intentions et de compréhension du programme (5 page A4 max.) x Justification des mesures mises en place au sein de la société pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements, à la gestion des déchets et à la sensibilisation des employés. 	40 pts 15 15 10

Pour le critère prix de la valeur financière :

- la note résulte de la formule suivante : $\frac{\text{offre moins disante}}{\text{offre du candidat}} \times 45 = \text{note de l'offre évaluée}$

Notation :

- 100% réponse pleinement satisfaisante, particulièrement adaptée au projet et permettant d'en assurer la qualité
- 66% réponse satisfaisante
- 33% réponse généraliste, incomplète ou ne donnant pas suffisamment de garanties
- 0% : réponse non fournie, inadaptée, hors sujet, ou ne répondant pas aux exigences du projet

Dans le cas où des erreurs de calcul seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

Le RPA prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation éventuelle portera sur l'ensemble du projet de marché et en particulier sur l'aptitude à répondre au programme, les conditions d'exécution, l'évaluation du temps passé pour exécuter la mission, la rémunération .

A l'issue de l'éventuelle négociation, les offres inacceptables sont éliminées par le RPA.

Le représentant du maître d'ouvrage autorise les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières après la remise des offres finales.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

6.1. - Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence SGDIRGN_ENPJJ_MOE_TOITURES_0225.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents

qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

6.2. - Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

6.2.1. Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Ministère de la Justice DIR SG Grand Nord Département immobilier de
Lille

32-50 boulevard Carnot

CS 70031

59043 LILLE

Copie de sauvegarde pour : mission MOE pour la mise en accessibilité du
Palais de Justice de Senlis

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

6.2.2. Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 6.2.1 du présent RPC:

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires que les candidats souhaiteraient obtenir au vu du dossier de consultation pourront faire l'objet de questions écrites transmises par mail uniquement, à l'adresse suivante :

vincent.bodin@justice.gouv.fr

Les réponses aux questions écrites seront communiquées à tous les candidats destinataires du dossier de consultation. Ces réponses seront diffusées au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question qui ne serait pas posée dans les conditions décrites ci-dessus.

Les soumissionnaires qui auront remis une offre ne seront pas autorisés à la retirer.

Chaque opérateur économique sera informé du choix ou du rejet de son offre par écrit. **Aucun renseignement ne sera communiqué par téléphone.**

Les offres des soumissionnaires non retenus seront conservées par le maître d'ouvrage.